



# DE PASSAGE

Au cul les patries les frontières et les nations

Apériodique de critique sociale cuisiné maison / 2000 ex. distribués à la ville et à la campagne

Avril-Mai 2019 - #1

## Qui sommes-nous ?

On nous a parfois posé la question pendant la diffusion du n°0 de ce bulletin. Nous sommes juste une bande d'amis. Nous cherchons à poser, aussi clairement que possible, quelques questions que cette société voudrait enterrer sous ses platitudes quotidiennes. Pour provoquer des discussions que nous cherchons et ne trouvons nulle part, ou bien trop rarement.

D'où le choix d'imprimer cette feuille et de la donner de la main à la main : pour qu'elle ne se perde pas dans les fils effilochés de la marchandise informatique – pour qu'on arrête de *gagner* du temps et que, pour une fois, on le *prenne* ; pour se rappeler, aussi, que les idées – qu'elles soient belles, abjectes ou autres – ne flottent pas en l'air, et qu'elles n'existent qu'à travers ceux et celles qui les portent.

Minuit dans le siècle semble s'approcher et il faudra plus qu'une bande d'amis pour l'empêcher, mais société ne nous condamne ni au cynisme, ni à toute autre manière de se fondre dans l'environnement. Personne n'est condamné à accepter le monde tel qu'il est, ni à finir comme lui. On ne vit pas dans un monde immuable et inerte, et la possibilité de le transformer n'est pas soumise à un espoir ou désespoir quelconques.

Tout cela ne dépend pas d'une pauvre feuille anti-nationaliste, mais des rencontres qu'on pourrait s'offrir fondées sur la volonté d'en finir avec la société qui inscrit l'humiliation dans sa loi.



Hôtel de Ville de Paris, 1871  
Alphonse Liébert

## Nation, n.f.

Le mot vient du verbe latin *naci* (naître) puis, par extension, « ensemble d'individus nés en même temps dans le même lieu ». Au XVII<sup>e</sup> siècle *nation* englobe l'ensemble des individus unis par une communauté d'intérêts, de profession, avec une condition péjorative.

Depuis la Révolution le mot signifie une entité politique, « personne juridique constituée par l'ensemble d'individus composant l'État » (arrêté du 23 juillet 1789 où le mot se substitue à *royauté* et où est introduite l'expression *crime de lèse-nation*).

Contrairement à l'opinion courante, personne ne choisit sa nation.

## Contient :

De part et d'autre des Alpes...  
*Répression contre les anarchistes en Italie*  
*Des actes de révolte contre les CRA en France*

Pourquoi faudrait-il appartenir au peuple ?  
*Critique de l'idée de peuple*

Il n'y a pas de nation sans retour de bâton  
*Commentaire sur un livre de E. Hobsbawm*

## Avis de désunion nationale

Pourquoi les patries les frontières et les nations ? Parce que dans cette période de recul de révolte contre la barbarie que l'humanité s'inflige à elle-même, les vieux mensonges foisonnent de toutes parts.

Le mensonge des nations, ces jeunes filles écloses dans le XIX<sup>e</sup> siècle européen, qui essaient aujourd'hui de passer pour d'ancestrales et vénérables manières de classer et catégoriser les personnes en fonction de leur lieu de naissance... Alors qu'elles ne sont que les résultats exacts d'intérêts spécifiques – précisément ceux que nous aurions grande joie à détruire. L'intérêt des chefs en tout genre et leurs troupes politiques. L'intérêt des patrons et de leurs dévoués subalternes, tout prêts dans leur union sacrée à s'en prendre aux étrangers au lieu de demander des comptes...

Mais aussi le vague leurre de la patrie qui nous fait croire qu'il y a de la beauté et de l'émotion à être né quelque part. Plus c'est vague, plus il y a d'adeptes. C'est qu'à défaut d'appartenir à soi-même, on voudrait appartenir à quelque chose. Mais à quoi ? Mourir pour des idées, d'accord, mais pour lesquelles ? Certainement pas pour le jeu de dés à naître ici ou ailleurs, car il n'y a rien à défendre dans ce hasard.

Mais ce n'est pas vraiment par amour de la vérité qu'on verse de l'encre et qu'on pointe du doigt. C'est que le mensonge des patries et des nations fait en sorte que parmi tous les maux du monde, il y en ait qui passent plus inaperçus que d'autres. Les frontières, par exemple, quand elles ont la gueule des Alpes ou de la Méditerranée – et encore plus quand elles ont la gueule des gares, des stations de métro, des rues de la ville et de la campagne...

On nous a également demandé : pourquoi l'amalgame entre les termes ? Il n'y a pas d'amalgame, il y a des articulations, entre ces trois termes, et entre eux le reste du monde. Nous sommes persuadés qu'il n'y a pas une seule façon de séparer les patries des frontières et les frontières des nations. Car les nations n'existent que comme des prestations de serment aux États. Et prêter serment à un État, c'est aussi cautionner toutes ses brutalités passées, présentes et futures : ses guerres, ses prisons, ses frontières, ses hommes et ses

femmes armés, son administration et sa justice qui se demandent chaque matin : qui va-t-on laisser pour compte aujourd'hui et qui mérite qu'on lui pourrisse la vie ?

Faire le lien, donc, entre les nations et les États, entre le capital et les frontières, entre le patriotisme et la guerre, entre l'ouvrier qui siffle en travaillant et l'immigré qui se tait en mourant. Dans le n°0 du mois de février, nous avons essayé de baver sur les frontières pour contribuer à en effacer la tâche. Dans ce numéro, nous nous sommes attachés à l'idée des peuples, en colère, souverains ou autres, et une brève histoire de l'idée de nation est donnée en dernière page.

Mais nous ne sommes pas en train de proposer une étude des concepts et une série de thèmes de conférence. D'autant plus que tout ça n'est pas qu'une affaire de grands rouages, c'est aussi fait de tous petits boulons, de tout petits écrous, tout à fait à portée de main. C'est aussi à cause de cela qu'il nous paraissait important de relater les événements récents en Italie où plusieurs compagnons anarchistes ont été arrêtés ces derniers mois – des compagnons qui ont combattu, en paroles et en actes, l'état de fait de cette société. Nous leur envoyons nos salutations chaleureuses et nous leur souhaitons une sortie proche par acquittement, par hélicoptère ou par un mur défoncé.

Ces gens, comme tous ceux qui ont apporté quelque chose de beau à ce monde, ont agi pour et par eux mêmes. Car rien de bon ne se fait au nom de quelqu'un, et encore moins au nom d'un peuple.

Quant à nous, nous vous proposons de poursuivre les discussions autour de ce journal. Ça peut ne paraître rien, un journal antinationaliste. Les pauvres continuent à mourir et les plus riches à s'engraisser pendant que nous nous amusons à le diffuser sur les marchés et dans les facs. Mais ne rien dire ? Prendre les choses comme elles sont, se résigner à ne même plus s'en émouvoir parce que ce serait trop dur d'avouer son impuissance quotidienne ?

Il y a encore du pain sur la planche. Il n'y a même que ça. Bienvenue au banquet de la désunion nationale !



Bernard Naudin

Je ne suis pas plus moderne qu'ancien, pas plus Français que Chinois, et l'idée de la patrie c'est-à-dire l'obligation où l'on est de vivre sur un coin de terre marqué en rouge ou en bleu sur la carte et de détester les autres coins en vert ou en noir m'a paru toujours étroite, bornée et d'une stupidité féroce.

Gustave Flaubert

*Lettre à Louise Colet, 26 août 1846*

## Le coin des affaires

La fleur de gadoue va cette fois-ci à la direction d'une filiale du groupe Engie : **Engie Cofely** ! Et ce n'est pas que l'ensemble du groupe mériterait mieux avec ses sept centrales nucléaires en Belgique en plus des mourantes Chooz et Tricastin en France. Mais on voudrait ici se concentrer sur le grand bonheur qu'Engie, et sa filiale Cofely en particulier, tirent de garder les individus, avec ou sans papiers, dans les cages.

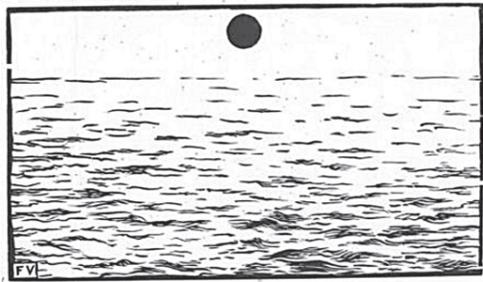
Car c'est Cofely qui détient GEPSA, une entreprise qui se gave *exclusivement* de l'enfermement – si l'on ne compte pas ses prestations sur la base militaire de Satory (!). Créée en 1986 à l'occasion de 13 000 nouvelles places dans les prisons françaises, GEPSA est un prestataire de la restauration, de l'hôtellerie, du nettoyage, mais aussi de la maintenance multitechnique et de la sous-traitance dans 59 prisons en France et en Italie. Dans les années 2000 ces vautours expérimentent le dispositif PPP (Partenariat public-privé) pour pénétrer de nouveaux horizons d'enfermement : 6 centres de rétention en France et de nombreux CIE (les équivalents des CRA, maintenant rebaptisés en CPR) en Italie (via Cofely Italie) à partir de 2008.

Depuis des années des individus par ci et par là et chacun à sa façon leur rendent un peu de violence qu'Engie Cofely répand partout dans le monde, mais particulièrement en France et en Italie – bien que les voitures qui ne partent plus, les portes fermées et les vitres brisées soient peu de chose par rapport à la barbarie de ces braves entrepreneurs.

## Joyeuses Pâques !

Et la bonne blague du 1er avril est cette année le vœux exaucé de Macron-Aliboron : il en avait rêvé en 2017 à la Sorbonne, il avait topé-là en 2018 avec Sebastian Kurz, le chancelier allié aux néo-nazis en Autriche, il est enfin comblé ! Le 1er avril 2019, on a appris que les forces de *Frontex* passeraient bien de 1500 (aujourd'hui) à 10 000 hommes l'année prochaine. *Frontex* ? C'est cette agence européenne que même *Les Échos* appellent « le bras armé de l'Europe ». Elle est chargée – avec la collaboration de l'Agence spatiale européenne et son système de surveillance satellitaire *Copernic* – de coordonner l'activité des gardes-frontières des pays de l'UE : c'est-à-dire principalement refouler (que ce soit par la matraque ou par avion) les migrants qui arrivent en Europe, mais aussi d'enregistrer ceux d'entre eux qu'il faut bien laisser entrer sur le territoire (NB. notamment avec des données biométriques). Fait intéressant : *Frontex* est une agence « civile » avec un statut autonome : elle peut donc prendre des décisions en toute indépendance. Des décisions comme... travailler directement avec les industries militaires pour appliquer des technologies de pointe à la surveillance des frontières, signer des traités avec des États hors-UE pour s'occuper de « leurs » frontières, ou bien partager ses informations avec d'autres bons bougres comme Europol, la police européenne. Et tout ça pour la modique somme d'1,3 milliard d'euros par an. Joyeuses Pâques !

# De part et d'autre des Alpes...



## Les cieux\* brûlent !

Le 7 février 2019 : six anarchistes sont arrêtés à Turin, accusés d'association subversive, pour avoir mené une lutte contre les CIE (maintenant CPR) pour étrangers sans-papiers.

Ce qui frappe n'est pas tant le chef d'accusation, très souvent utilisé contre les anarchistes, que l'objectif de la lutte.

D'un côté cela démontre l'importance qu'ont, depuis vingt ans, les camps de migrants pour les États et les gouvernements de toutes les couleurs – comme instrument non seulement de pure et simple déportation vers les pays d'origine pour tous les désespérés pris dans les filets, mais aussi comme une arme de chantage envers la totalité des immigrés présents en Italie ; un avertissement pour ceux qui – pour l'instant – ont des papiers en règle, mais peuvent toujours les perdre, et un chantage pour tous ceux qui doivent, à l'inverse, se cacher dans l'ombre et vivre traqués. Un chantage de nature principalement économique qui sert à rendre esclaves une masse de personnes prêtes à travailler à tout prix pour survivre, et qui se reflète aussi sur les immigrés réguliers et les italiens pauvres, contraints d'accepter les conditions les plus misérables pour ne pas être exclus de l'esclavage salarial, dans un mécanisme pervers qui alimente la haine et le racisme envers ceux qui subissent ces conditions plutôt qu'envers ceux qui les créent.

D'autre part, pourtant, les arrêtés de Turin démontrent aussi que, dans une période où le racisme d'État est le miroir d'un mal-être et d'une rancœur sociale qui s'alimentent mutuellement, il existe encore des individus généreux qui choisissent de mettre en jeu leur propre liberté et de se battre pour la liberté de tous, en luttant contre l'infamie de notre temps qui voudrait normaliser l'emprisonnement des étrangers pauvres qui cherchent à pénétrer en Europe et contre les massacres qui s'enchaînent quotidiennement en Méditerranée, et pas seulement. Une infamie qui normalise l'effacement des frontières pour l'échange des marchandises et les redessine quand ce sont les personnes, *certaines* personnes, qui les traversent, les tâchant ainsi de leur sang.

Il est étrange que ce sang ne scandalise pas les belles âmes hébétées devant les écrans autant que les avaient scandalisées les vitrines explosées et les poubelles en flammes... Encore trop peu, en réalité, au vu de ce qui se passe.

Vingt années de révolte, d'évasions, de destructions de la part des enfermés, et de révolte extérieure de la part de nombreux solidaires ont fait beaucoup : elles ont fermé des centres pour de longues périodes ou définitivement, mais n'ont pas encore réussi à anéantir tout le mécanisme de la réclusion et des expulsions des étrangers sans-papiers. Les *cieux* brûlent, et il ne suffira pas de six arrestations pour que la lutte s'arrête.

Continuons comme ça.

Solidarité avec les arrêtés de Turin. Liberté pour tous.

Bibliothèque anarchiste occupée « Disordine »



\* Le titre de l'affiche, I cieli bruciano, est un jeu de mots entre cieli (cieux) et CIE (Centres d'Identification et d'Expulsion) qui sont les équivalents italiens des CRA français. En janvier 2017 l'État italien les a rebaptisés en Centres de Permanence pour le Rapatriement (CPR).

Le texte ci-contre a été préparé par des compagnons de Lecce suite à une opération répressive à Turin (opération Scintilla, « étincelle ») le 7 février, lors de laquelle les flics et les pompiers ont pris d'assaut l'Asilo Occupato, un immeuble occupé depuis 1995. Six compagnons, Larry, Silvia, Niccolò, Giada, Beppe et Antonio, ont été arrêtés (un septième est en cavale) sous prétexte d'« association subversive à finalité terroriste et d'attentat à finalité terroriste ». La première accusation étant déjà tombée, Larry et Giada sont rentrés chez eux. Le 1 avril Niccolò a pu sortir sous contrôle. Le 5 mai Beppe et Antonio ont pu rentrer chez eux avec l'obligation de pointer, car, comme ceux qui restent toujours enfermés, ils sont toujours accusés d'une série d'attaques, notamment contre des institutions et des entreprises qui participent à l'enfermement et à l'expulsion des sans-papiers.

Le 16 février, une autre opération a eu lieu à Trente (opération Renata), où 7 personnes ont été arrêtées pour « association subversive à finalité terroriste ». Les compagnons sont accusés de plusieurs attaques incendiaires et explosives, dont le placement d'un engin explosif devant le siège de la Ligue du Nord à Ala en octobre 2018, la veille d'une conférence de Salvini.

Tous les faits reprochés – indépendamment de savoir qui en sont les véritables auteurs – participent à mettre du sable dans des engrenages pourtant bien huilés... De la complicité des boîtes privées et de l'État italien (en l'occurrence, mais ce n'est pas une exception) pour exploiter, surveiller, enfermer, expulser tous ceux qui ne correspondent pas aux critères de légalité et de productivité en vigueur. Pour plus d'informations sur la répression récente en Italie, nous vous conseillons la brochure intitulée *Comme une étincelle en travers de la gorge*, facile à trouver sur Internet.

Les adresses de tous les compagnons enfermés pendant les opérations Scintilla et Renata – mais aussi de ceux qui sont en taule suite à d'autres opérations, comme Panico à Florence et Scripta Manent dans plusieurs villes d'Italie – sont faciles à trouver sur le Web en tapant le nom de l'opération.

## Les damnés se révoltent : lutte dans et hors des CRA

Nous reproduisons ci-dessous une chronologie, non exhaustive, des actes de révolte contre les centres de rétention et les frontières plus généralement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des CRA, qui font suite aux grèves de la faim entamées en janvier dans les CRA de Vincennes, Mesnil-Amelot et Oissel. Nous le faisons, avant tout, pour rendre visible l'ampleur de cette révolte qui n'est pas prête à s'arrêter, même en étant noyée dans une flaque de merde médiatique.

**24 février, Mesnil-Amelot** : un détenu tente de s'évader par le toit après avoir appris son expulsion imminente ; une fois sur le toit il se mutila et finit par descendre ; tous les prisonniers sont punis pour cette tentative : ils sont interdits de visite et de se faire couper les cheveux. Le même jour, le *Collectif Sans Papier Paris 1* et les détenus de Mesnil-Amelot sortent un « appel à s'organiser contre les consulats » qui donnent les laissez-passer pour les expulsions.

**1<sup>er</sup> mars, Saint-Exupéry (Lyon)** : les détenus du CRA entament une grève de la faim pour protester contre les conditions d'enfermement.

**3 mars, Paris** : manifestation à Paris contre les CRA.

**4 mars, Bordeaux** : les détenus entament une grève de la faim pour dénoncer les conditions d'enfermement. Leur communiqué se termine par ces mots : « *Nous demandons notre libération. Nous ne supportons pas l'idée de rester enfermé 3 mois.* »

**17 mars, Saint-Exupéry (Lyon)** : rassemblement en soutien aux détenus en grève de la faim à l'intérieur du CRA ;

**1<sup>er</sup> avril, Lyon** : une centaine de personnes défilent dans le 7<sup>e</sup> arrondissement en manifestation contre la PAF, les CRA et les frontières.

**13 avril, Saint-Exupéry (Lyon)** : tentative d'évasion collective dans le CRA ; les flics ont interpellé 4 personnes qui ont écopé 4 mois de prison ferme. Deux jours plus tard un prisonnier tente de se suicider, suite à quoi une émeute éclate : les détenus essaient de mettre le feu dans leurs cellules, les flics se servent de matraques, de gaz et de tazers pour mater la révolte. Le 16 mai les détenus ont collectivement refusé le petit déjeuner.

**20 avril, Montgenèvre** : manifestation contre les frontières avec une tentative de bloquer les remontées de piste de ski pour rappeler aux touristes la réalité meurtrière de la frontière transalpine ; le chef des flics a répondu avec un « *Virez-les tous et chopez la Black !* »

**23 avril, Saint-Exupéry (Lyon)** : rassemblement de soutien devant le CRA avec des banderoles, des slogans, des prises de parole et des slogans de l'intérieur.

**28 avril, Saint-Exupéry (Lyon)** : les flics refusent qu'un détenu mange un yaourt dans sa cellule ; d'autres détenus se révoltent et écopent de 2 à 3 mois de prison ferme avec mandat de dépôt. Ils sont accusés d'avoir dégradé le bureau d l'OFII (*Office Français de l'Immigration et de l'Intégration* – l'organe de tri des migrants) situé dans le CRA.

**Vincennes, le même jour** : un parloir sauvage devant le CRA ; une personne est arrêtée et relâchée le lendemain.

**29 avril, Montreuil** : un rassemblement contre les CRA part en parloir sauvage devant le centre de Vincennes ; les flics chargent et arrêtent une personne qui sera libérée le lendemain.

**1<sup>er</sup> mai, Lyon** : la façade du siège de la PAF (Police aux frontières) de Part Dieu est copieusement redécorée à l'aide de bocaux de peinture ; un communiqué revendique l'action en réponse à l'appel des détenus du CRA de Saint-Exupéry.

**2 mai, Montgenèvre** : le Dauphiné déplore les menaces de mort taguées sur les voitures de flics de la PAF en poste ; le journal a aussi la gentillesse de nous informer qu'il ne s'agit pas de la première fois que des individus leur remontent ainsi le moral.

**9-10 mai, Saint-Jacques-de-la-Lande (Rennes)** : une émeute éclate dans le CRA pendant la nuit lorsque les détenus s'opposent à une expulsion ; les prisonniers mettent le feu aux matelas et aux draps, suite à quoi deux locaux sont rendus inutilisables. Certains détenus sont montés sur le toit et des renforts ont été appelés de la part des flics. Bilan : la capacité d'accueil du CRA passe de 40 à 25 ; trois personnes ont été transférées, deux remises en liberté !



Le dernier exemple témoigne du fait que cette lutte, très dure, n'est pas une lutte désespérée. S'il est certain qu'il faudra beaucoup plus que quelques individus déterminés pour anéantir la logique qui condamne certains étrangers à l'enfer par le seul fait qu'ils n'ont pas de rôle à jouer dans cette société, il est également vrai qu'en nuisant considérablement à tout ce qui contribue au bon fonctionnement des centres de rétention, la machine à expulser peut être rayée plus que symboliquement. Il est difficile de concevoir qu'il y ait autre chose à faire, pour empêcher des rafles et des expulsions des sans-papiers, que d'étudier les différents rouages de cette machine et de livrer ce fonctionnement au néant.

Quelques notes s'imposent. Depuis 1981, la loi canonise l'enfermement des migrants qui jusqu'alors était pratiqué clandestinement. Tout comme la loi de 1981, la dernière législation en matière n'est qu'une extension de l'administration des étrangers qui est pratiquée depuis l'aube du XX<sup>e</sup> siècle. Cette administration, malgré les attitudes abjectes de ses acteurs, n'est pas raciste au sens propre, parce que non seulement elle ne vise pas une « race » en particulier, mais elle est également dirigée contre certains étrangers et pas d'autres. Cette administration est proprement nationale et se fonde sur la séparation entre ceux qui ont le droit à la citoyenneté d'une part, et ceux qui ne l'ont pas d'autre part.

Penser que le problème des frontières correspond point par point au problème du racisme contribue à la situation où des « citoyens » autoproclamés en « soutien » des migrants manquent de s'apercevoir que tant qu'il y aura des citoyennetés, il n'y en aura pas pour tout le monde.



## Briser les frontières (Nunatak #3)

Puisque la différence entre ce qui se passe en Italie et en France ne tient qu'à des limites administratives qui sont, justement, sources de tous les maux ; puisque les Alpes ne changent pas de tête de part et d'autre de la frontière – on peut lire avec intérêt un entretien intitulé *Briser les frontières* et paru dans la revue *Nunatak* #3.

L'entretien retrace le mouvement de solidarité qui s'est constitué dans la vallée du Briançonnais ces dernières années, en réponse à l'arrivée de migrants tâchant de franchir la frontière, et à la militarisation toujours croissante des montagnes. Il en décrit non seulement l'évolution dans le temps, mais aussi les inévitables contradictions et les doutes qui traversent ses acteurs.

Cette discussion avec un habitant impliqué dans le mouvement de solidarité a été réalisée il y a plus d'un an, et la situation a évidemment changé sur place. *Chez Jésus*, lieu occupé côté italien et qui assurait une étape aux personnes cherchant à passer la frontière, a été expulsé le 10 octobre 2018 (sur dénonciation du prêtre de la paroisse, kiss kiss l'Église). Pour autant, cet entretien sur plusieurs pages garde tout son intérêt dans la présentation et l'analyse de la situation sur place.

Nunatak est une revue d'histoires, cultures et luttes des montagnes. On peut trouver sur Internet la liste des lieux de diffusion des versions papier, et le PDF des numéros sortis.

# Pourquoi faudrait-il appartenir au peuple?



Un jour de revue - Ratapoil et son Etat-major, Honoré Daumier, 1850

grands ? D'après quel étalon ?

Le peuple des pauvres ? Ah oui, mais bon, il faut s'entendre : à partir de quand est-on pauvre ? Ceux qui « profitent du système » par exemple, sont-ils des « mauvais » pauvres ? Le bourgeois ruiné, est-il un homme du peuple ? Le prolo qui, au bout de 30 ans d'heures supplémentaires, accède enfin à un pavillon avec jardin et à un gros 4x4 partage-t-il toujours la colère populaire ?

Il faudrait tracer des limites, se mettre d'accord sur quelques critères, par exemple, qui ferait peuple. Au hasard : ne pas être en position de pouvoir sur autrui. Ou bien : ne pas être propriétaire. Ou bien : être en faveur de l'émancipation et de la liberté de tous les individus.

Ça passe aussi par savoir à quoi le mot « peuple » suppose. Par exemple : à tous les hommes et femmes d'État, du clergé, du capital (et quand on dit « supposer » on y met bien quelques moyens mécaniques). Telle fut une des significations du mot au temps de la Commune et des révoltes sociales qui l'ont suivie, avant que ce sens ne se dissolve définitivement dans la Réaction...

Sans cela, sans critères, tout s'y fond, dans la bouillabaisse populaire, sans que personne ne sache qui exactement y a droit de cité. Les individus révoltés se *frottent* aux individus révoltés par toute révolte, les (vrais) pauvres côtoient les autres (un peu moins vrais) pauvres qu'ils détestent, les ouvriers accompagnent les patrons et les managers progressistes... À force d'accepter tout le monde, dans le marais populaire, et d'y tout excuser, on est bien forcé de se poser la question : qu'est-ce qui, aujourd'hui, forme *l'unité* de ce fameux, de cet illustre peuple ?

« Nous » habitons sur un supposé même territoire (fasse-t-il plusieurs milliers de km<sup>2</sup>), « nous » parlons la même langue (les nouveaux venus sont rarement pris en compte), « nous » vivons sous les mêmes lois... Bref, soyons clairs : ne serait-ce pas simplement (et uniquement) les frontières nationales qui réunissent ce peuple distingué ? Oui, parce qu'à regarder de plus près et à écouter ses hérauts, il y a bien des limites géographiques à *notre* peuple – à *nos* travailleurs et à *nos* pauvres ! Il suffit parfois de marcher quelques mètres pour se trouver être le pauvre ou le travailleur des *autres*. Là ça n'a plus rien à voir, car le peuple a soudain l'air bien plus étroit quand on tombe du mauvais côté !

On cherche la petite bête, direz-vous. Mais en même temps, à force d'user des bombes de peinture sur les banderoles et des vibratos dans les mégaphones, il faut savoir de quoi on parle.

Car s'il ne s'agit pas vraiment d'un peuple de travailleurs, ni d'un peuple de pauvres, ni d'un peuple de déshérités non plus, que reste-t-il comme prétexte à cette union sacrée sinon le fait de s'opposer à *tous les autres* ? Même si le peuple de l'Hexagone se croit depuis plus de deux siècles porteur des valeurs qui sont à la fois « siennes » et « universelles » ! La flagrance de cette contradiction civilisatrice est à la mesure de la barbarie qu'elle a apportée un peu partout dans le monde.

Il se pourrait bien qu'au train où on va, il n'y ait qu'un pas – à vrai dire, qu'il n'y ait *rien* – entre le peuple qui se bat contre ses élites et le peuple qui se bat contre le peuple d'en face. On se bat contre les élites politiques et financières, mais on est ravi d'élire les maîtres qui *nous* représentent (ou bien on est navré qu'ils ne *nous* représentent pas assez). On se bat contre des vies de labeur, mais on lutte pour préserver *nos* entreprises dans *notre* pays où elles participent à *nos* emplois. Et dans la foulée on noie dans l'oubli l'immense peuple des massacrés, des exploités, qui plient pour de bon, à « nos » frontières comme à l'autre bout du monde – tous à peu près pour la même raison d'être les outils de leurs maîtres au lieu d'être maîtres de leurs vies.

*Ouvriers ! Souvenez-vous que de flatter les grands, c'est une bassesse, mais flatter le peuple, c'est commettre un crime !*

Flora Tristan, Lettre du 29 mars 1843

D'autant plus que toutes ces coquasses questions d'appartenance se posent de manière beaucoup plus âpre lorsqu'on a le malheur d'être travailleur et/ou pauvre. Car ce n'est pas pour les diplomates, les entrepreneurs, les artistes et les universitaires qu'il s'agit là de questions de vie et de mort. Alors les travailleurs roumains, éthiopiens, chinois, qu'ils vivent en Roumanie, en Ethiopie, en Chine ou en France, font-ils partie de « notre » peuple sous prétexte qu'ils sont travailleurs et/ou pauvres ?

Car l'on a beau chercher autre chose dans le marais populaire, le peuple demeure confortablement un simple double de la nation (y compris de manière tout à fait « inconsciente » voire « innocente »). C'est d'ailleurs pour cela qu'il ne cesse de valdinguer entre les revendications de souveraineté citoyenne et la xénophobie pure – les deux étant parfaitement compatibles. Tant que l'artifice d'une telle unité nationale ne sera pas clairement rompue et foulée au pied, le peuple préférera toujours les « siens » au dépens de tous les autres, le nez collé sur son propre nombril.

Pourtant, c'est vrai que c'est rassurant, un nombril. Ça aide à savoir d'où on vient. Ça aide à savoir où on va aussi. Il est tout à fait normal que chacun cherche une communauté où se blottir, un groupe auquel appartenir – lorsqu'on est seul, que le monde est vaste et que la vie est vaine !

Le double avantage des groupes, par ailleurs, fait que d'une part notre place particulière est toute entière reconnue, et notre responsabilité spécifique tout à fait dissolue. Pratique, non ?!

C'est que faire partie du peuple, c'est aussi, enfin, y appartenir. Je suis né/e en ce point du monde, je parle cette langue, j'en suis. Peu importent mes actes quotidiens, mes aspirations, mes petits courages et mes grandes lâchetés. En faisant partie du peuple, je prends un peu de son aura, de sa gloire, et je peux disparaître confortablement, n'avoir prise sur rien. Je suis déjà quelqu'un (en vérité, quelque chose). Je prends ce que l'État a déjà choisi pour moi, dès bien avant ma naissance : quelle sera ma nationalité ; quel sera le parcours le plus normal dans cette société ; quels seront les jours fériés

que je respecterai, les « devoirs » qui accompagneront les « droits » que je ne vais quand même pas m'amuser à remettre en question. Je ne me pose pas la question de savoir si, au fait, je veux vraiment faire partie de ce peuple, ce peuple entier, une fois pour toutes.

Il paraît qu'en cette merveilleuse époque, il faudrait impérativement passer par une identité quelconque pour tenir la tête haute. Ainsi il faudrait revendiquer l'appartenance à tel ou tel groupe – souvent celui précisément qu'on n'a jamais eu l'occasion de choisir – pour conquérir ses droits dont on a été si injustement dépossédé. L'isolement personnel se confond ainsi avec la course aux doléances collectives – des doléances qui donneraient, ne serait-ce que temporairement, un sens à la vie, une dignité à conquérir. Mais, hélas ! l'épanouissement *en tant que* membre des morcellements sociaux que cette société produit et connaît ne peut que glisser entre les doigts – car il s'agit d'une société qui met dans les cases pour mieux écraser.

Le peuple ne fait pas exception. Ses partisans nous expliquent avec une certaine fierté que le peuple ne pense pas, le peuple agit. Là aussi on devra vous décevoir. Le

peuple, abandonné à lui-même, n'est rien. Il ne pense pas. Il n'agit pas. Pour être tout à fait honnête, il n'existe même pas. Comme tous les fantômes de l'unité, le peuple n'est qu'une ficelle qui attache à la servitude. Ce qui est ou n'est pas le peuple est entièrement déterminé par ceux et celles qui tiennent ses rênes. Non seulement pour le récupérer, comme s'en accusent tous les partis rivaux, mais aussi pour le guider un peu, par en-bas, contre l'obscurité et vers la lumière. Rien de plus logique : l'idée-même du peuple souverain – aujourd'hui encore une fois à la mode – ne peut être traduite autrement que par sa représentation politique ; il n'y a de peuple qu'un troupeau qui cherche un maître.



L'origine du monde  
Gustave Courbet, 1866 (une abolition de Dieu ?)

En 1871, Gustave Courbet proposa d'abolir Dieu par décret. Pas le clergé, ou la religion, ou l'Église, mais Dieu *himself*. Afin de gagner de l'air à respirer pour tout le monde, il pourrait s'avérer indispensable aujourd'hui de se débarrasser du peuple – pas seulement des populismes qui ne font que fermenter sur le terreau de ce fantôme, ni des nationalismes qui en font une lecture réductrice à en mourir – mais le Peuple, le bon peuple lui-même.

Contre la bêtise nationale, il s'agit aujourd'hui plus que jamais d'affirmer que les individus peuvent se trouver par-delà les frontières pour se réchauffer – car personne n'est autosuffisant en la matière – au sourire et à l'effort partagé. Pour nous, cet effort se fait contre tout ce qui autorise un humain à donner à un ordre à un autre, et tout ce qui convainc cet autre de l'accepter.

C'est tentant, n'est-ce pas, d'en appeler au *Peuple* ? Déjà, le mot est à la mode. Oh, ce n'est pas la première fois dans l'histoire, mais quand même, il semble que revendiqué comme il l'est de toute part, ce devrait être important de le défendre.

Et puis c'est romantique, le peuple, c'est excitant. C'est grand. Quand on en appelle au peuple contre les élites par exemple, ça sonne vibrant, même s'il ne s'agit que de trimpler dans notre sillage des casseroles dépareillées de révolutions et de mouvements sociaux passés.

On se souvient des victoires du « peuple » raccourcisseur de roi, du « peuple » érigeant des barricades, du « peuple » uni contre l'injustice des grands. On oublie que le même « peuple » est aussi celui qui massacra, tour à tour, les protestants, les musulmans, les juifs. Qu'il hurlait de joie au spectacle des exécutions publiques (en est-on si loin?). Qu'il écarta systématiquement les femmes de son défilé triomphal. Que le « peuple », en somme, non seulement ne fût jamais uni, mais encore que ses majorités écrasantes ne manquèrent jamais une occasion de marcher sur les floraisons de la révolte.

On dira qu'hier est fini, et on parlera, pêle-mêle, du peuple des campagnes, de celui de la mer, du peuple en gilet ou en foulard, du peuple souverain, en colère, dans la rue, mais aussi muet, du peuple de gauche et de celui de droite, du petit peuple, du peuple représenté, du peuple oublié... Chacun son peuple, il y en aura pour tout le monde !

Peu importe ! Le peuple se revendique ! Il est l'avenir, la justesse, la force : en un mot, il est le *bien* et, avec toutes ces images, il est le *beau* aussi. Il est même si bien et beau que c'est la course à qui en fera « le plus partie ». On s'en délecte, de faire partie du peuple. Les universitaires cachent leurs diplômes, les élus cachent leur pouvoir, les patrons cachent leur fortune, et on défile ensemble, bras dessus bras dessous – ah qu'on est bien entre populos ! On tire à soi la couverture – moi aussi je fais partie du peuple, ou du moins, mes parents en viennent. L'important est d'en être.

Et pourtant, grattons, grattons, ça démange. Nous sommes le peuple, soit, chouette. Mais lequel ?

Celui des travailleurs ? Et les patrons qui ne peuvent qu'exploiter, ne travaillent-ils pas aussi ? Font-ils donc partie du peuple ? Oui pour les « petits » (commerçants, agriculteurs, artisans...) et non pour les

# Il n'y a pas de nation sans retour de bâton

Une brève présentation du livre Nations et nationalisme depuis 1780 par Eric Hobsbawm, Folio Histoire, 2001

IL S'AGIT D'UN DES RARES AUTEURS AYANT REMARQUÉ QUE LE NATIONALISME SOUS SES FORMES BIEN CONNUES N'EST QU'UNE VERSION PARTICULIÈREMENT GROSSIÈRE, RÉDUCTRICE ET PARANOÏAQUE D'UNE ABERRATION AUSSI ABSURDE ET À PEINE PLUS ANCIENNE : L'IDÉE MÊME DE LA NATION.

Il n'y a donc pas d'histoire du nationalisme sans histoire de l'idée nationale. Mais dans la mesure où il n'y a jamais eu de communauté historique appelée « nation » qui aurait précédé l'État territorial moderne, il n'y a pas d'histoire de l'idée nationale sans histoire de l'État-nation. Là réside l'intérêt principal de ce livre : il s'agit d'une tentative de retracer la série de sentiments dont se sont nourris les libérateurs des peuples de tout poil jusqu'à ce que cette absurdité de la nation se fasse naturaliser dans les consciences des citoyens comme « allant de soi ».

Le premier chapitre est consacré aux premiers pas de l'idée nationale qui voit jour vers la fin de du XVIIIe siècle – les références principales étant les révolutions française et américaine. Selon ces premières conceptions, « nation » se trouve assimilé à la fois à « peuple » et à « État » au point où les trois mots sont souvent interchangeable. Les premiers hérauts du projet national se souciaient peu de l'adhésion de masse à leur cause spécifique, car la définition de la nation était alors purement politique : est membre d'une nation X celui qui a la citoyenneté de l'État X. Il n'y avait pas de correspondance logique entre le corps des citoyens d'un État territorial d'un côté et, de l'autre, une « nation » fondée sur des bases ethniques, linguistiques ou autres. Aux yeux des chefs nationaux, il était acquis que « c'est l'État qui fait les nations et non pas les nations qui font l'État » (Pilsudski « libérateur » de la Pologne).

Avant sa fondation, les partisans de la cause nationale appelaient aux sentiments qui

n'étaient pas nationaux, et encore moins nationalistes (deuxième chapitre). Il n'y avait, en ce début du XIXe, aucun prétexte à se sentir partie d'un tout national pour la simple raison que de toutes les formes de communion sociale existantes, aucune ne correspondait à l'échelle d'État. La « communauté linguistique » n'avait que très peu d'importance dans les premiers pas des nations européennes qui précédaient la fondation de leurs États respectifs. À titre d'exemple, environ 13 % de la population « française » maîtrisait la langue française en 1789 ; environ 3 % parlait ce qu'on appelle aujourd'hui « italien » à l'époque de l'Unification en 1860. La « communauté historique » étant un fantasme relativement tardif et dépendant de l'instruction publique (et de sa version d'histoire spécifique), les mythes « raciaux » n'attiraient que peu de consciences pour fonder l'adhésion populaire à l'État-nation.

Dans les cas où tel État n'avait pas de bases « démocratiques » et « populaires » pour sculpter ses mythes fondateurs (comme il était le cas en France et aux États-Unis, par exemple), le mensonge qui s'est avéré fructueux dans la première partie du XIXe pré-national était la religion. Bien que souvent de prétention universelle et donc trans-nationale par défaut, la religion fut « une méthode ancienne et éprouvée pour établir la communion à travers une pratique collective et une sorte de fraternité entre des gens qui, sinon, n'auraient pas grand-chose en commun. » (p. 131).

Pourtant, aucune nation ne sera véritablement moulée avant l'établissement de l'État-nation qui lui correspond. Avant d'introduire le troisième chapitre consacré à cette question, Hobsbawm note que « si une base protonationale peut être désirable, voire essentielle, pour la formation de mouvements nationaux aspirant

réellement à la formation d'un État – bien qu'insuffisante pour les créer – elle n'est pas essentielle pour la formation d'un patriotisme et d'un loyalisme national une fois l'État fondé. [...] Cependant, il n'est guère besoin de rappeler que la simple fondation d'un État ne suffit pas elle-même à créer une nation. » (p. 148-149).

L'apparition de l'État-nation correspond également à l'avènement du capitalisme industriel. Dans les nouvelles conditions de travail industriel généralisé, l'administration des rapports sociaux par l'État exigeaient de plus en plus de participation et de bonne volonté de la part des citoyens.

« L'attitude politique des citoyens, et en particulier des ouvriers étant donné la montée des mouvements ouvriers et socialistes, devenait d'une importance vitale. À l'évidence, la démocratisation de la politique, c'est-à-dire d'un côté l'extension croissante du droit de vote (aux hommes), et de l'autre la création d'États modernes, dotés d'une forte administration, mobilisant les citoyens et les influençant, plaçait au premier plan des tâches politiques la question de la « nation », et les sentiments du citoyen envers ce qu'il considérait comme sa « nation », la « nationalité » ou tout autre pôle de loyauté. » (p. 158-159)

Il serait impossible d'étaler toutes les manières, tous les sentiments et tous les sophismes à travers lesquels se forme l'amour pour ses maîtres qu'on appelle le patriotisme. Il est pourtant essentiel de noter que c'est celui-ci – et non pas l'oxymore de « volonté du peuple », ni même les mouvements nationaux proprement dits – qui incrusta l'idée de la nation dans les consciences populaires.

Le nationalisme proprement dit, tel qu'il a été désigné à l'invention du mot vers la fin du XIXe

siècle et son développement logique jusqu'au Deuxième Grand Massacre, est abordé dans les quatrième et cinquième chapitres. Inutile de résumer les nombreux exemples que Hobsbawm présente pour illustrer, au fond, deux choses : l'idée nationale sous ses formes nonchalantes devient quasi-exclusivement fondée sur l'« ethnisme » et la langue ; le nationalisme « se droitise » brusquement, au moins partiellement en réponse à la montée des révoltes *internationalistes* au sein des classes pauvres – les révoltes auxquelles tous les nationalistes ont été méthodiquement hostiles.

Dans le chapitre final où Hobsbawm résume l'état de l'idée nationale, l'auteur se permet (on est en 1990 !) d'être optimiste. Non dépourvu d'une certaine croyance en le progrès (on est tout de même en compagnie d'un marxiste !), l'auteur croit que l'heure de gloire du nationalisme est passé. Or, si deux siècles de périple national – à travers les mouvements nationaux et la constitution des États-nations, le patriotisme national et le nationalisme paranoïaque – ont abouti à une des plus grandes tragédies que l'humanité ait jamais connue, la chimère nationale se porte de mieux en mieux au fur et à mesure que toute forme de libre association devient inimaginable. Les vieux fantômes – le peuple, sa souveraineté, la citoyenneté, et puis l'État-providence avec ses services publics pour ceux qui les méritent, avec son économie nationale et autres fantômes – ressurgissent dans les bouches, sous les plumes, dans les rues et puis, naturellement, dans la lie politicienne. Un résumé furtif de l'histoire de ce rebut d'idée pourrait aider à reconnaître ses formes recyclées.

## On peut également lire :

État, nation, religion... Trois piliers de la domination mondiale / André Dréan

L'appel constant du nationalisme / Fredy Perlman

## Quelques précisions sur les "nations sans État"

On entend parfois parler de « nations sans État », ce qui a l'air d'aller à l'encontre des idées soutenues par Hobsbawm. Dans l'histoire, il a pu être question des Juifs avant 1948. Cela peut être les Roms, cela pourrait être toute « nation » indépendantiste réclamant, soit son État propre, soit au moins sa reconnaissance en tant que minorité nationale.

Alors, nous dira-t-on, il s'agit bien là de groupes parlant « une même langue », et/ou adhérant à une même religion, à des « traditions et une culture » communes, et/ou se reconnaissant une (lointaine) origine ethnique commune, et/ou partageant un sentiment de familiarité, voire de solidarité de destin. Le tout justement sans territoire, que cela soit un choix ou pas. Mmmhh.

Mais il faut s'empresse d'ajouter que ceux des constructeurs nationalistes qu'on entend ne sont jamais – si minoritaire, si pauvre, si solidaire que soit le groupe en question – que ceux qui sont en position de pouvoir sur les autres. Ceux qui ont, de fait, l'accès aux médias, aux instances de représentation politique. Et puis on peut ajouter qu'ils sont si nombreux, les individus qui n'ont pas voulu, ne veulent pas « être libérés » par des chefs plus nationaux que les colons/occupants/oppresseurs déjà présents ; qu'ils sont nombreux, les Roms qui s'échinent à refuser toute instance de représentation nationale (ou qui refusent catégoriquement le terme « Rrom ») ; que se « définir » comme Juif est toujours aussi compliqué en 2019. Il faut dire en somme, que l'idée de « nation » est toujours assignée par certains à d'autres qu'eux, sans leur demander leur avis. Tous ceux qui ont besoin de l'ampleur d'une nation derrière eux pour aboutir à leurs fins enrôleront de force (symbolique ou physique) les individus à qui seront collées les étiquettes idoines : toi, mon frère, ma sœur, parce que je l'ai décidé, ma lutte sera la tienne. Et ces fins, évidemment, sont toujours une histoire de pouvoir dans le jeu des États.

La nation n'est jamais une solidarité spontanée entre égaux. Elle est toujours celle que dessinent, à coup de lame si besoin, les chefs.



## Crise d'identité ? Si seulement... [une contribution ethnopsychanalytique]

Je maintiens donc qu'une tendance à accentuer avec insistance, et même de façon obsessionnelle, sa propre identité ethnique (ou toute autre identité de classe [entendu au sens logique et non pas social du terme : NdDP]), et de s'y accrocher, révèle une faille ou une lacune dans la conception qu'on a de soi-même en tant qu'entité multidimensionnelle d'une manière univoque. Le SS nazi qui plaide qu'en commettant des atrocités il obéissait simplement aux ordres de ses supérieurs, confirmait implicitement que son statut de SS avait le pas sur toutes ses autres identités de groupe, y compris sa participation à la condition humaine. Des gens normaux véritablement adultes ne surinvestissent ni leur identité ethnique, ni aucune autre de leurs identités de classe. Une accentuation outrancière de l'une des nombreuses identités « de classe » que l'on possède – telle l'identité ethnique – vise simplement à empêcher l'effondrement de Soi fêlé, et d'une prise de conscience incertaine de sa propre identité en tant que personne. La tendance courante à clamer son identité ethnique ou de classe – son emploi en tant que béquille – est une indication irrécusable de l'effondrement imminent du seul sens valable de l'identité : du fait qu'on est différent – et que l'on remplace par la plus archaïque pseudo-identité qu'on puisse imaginer. Je ne crois pas que la prétendue « crise d'identité » de notre âge puisse être résolue par un recours au soutien artificiel des identités collectives : ethnique, de classe, religieuse, professionnelle, ou toute autre « identité de soutien ». J'ai indiqué ailleurs que cela ne peut conduire qu'à une renonciation à l'identité, aux fins d'éviter ce que l'on s'imagine être un danger dançant à l'insu de tout. J'affirme que l'acte de formuler et d'assumer une identité de classe massive et dominante – et cela quelle que soit cette identité – constitue le premier pas vers une telle renonciation « défensive » à l'identité réelle. Si l'on est rien qu'un Spartiate, qu'un capitaliste, qu'un prolétaire, qu'un Bouddhiste, on est bien près de n'être rien du tout, et de ne pas être du tout.

George Devereux, *L'Identité ethnique : Ses bases logiques et ses dysfonctions* (1970)

De Passage est écrit sur la table de la cuisine et diffusé à l'huile de coude et de la main à la main. S'il vous semble important que les questions qu'il soulève circulent, faites-les circuler, que ce soit par le biais de cette feuille ou par tout autre moyen. Nous serons, bien entendu, ravis de recevoir des retours – critiques, flatteurs ou les deux à la fois – mais cela n'est pas l'essentiel.

L'essentiel, c'est que le débat non-consensuel se poursuive, avec ou sans nous, contre l'existence des frontières et des rapports sociaux qui les créent.

Si vous souhaitez diffuser De Passage autour de vous – au marché, en manif, au bar du coin, dans vos facs et lieux de travail – nous pouvons envoyer des paquets par courrier à la demande.

depassage@canaglie.org / depassage.noblogs.org



C'est vrai qu'ils sont plaisants tous ces petits villages  
Tous ces bourgs, ces hameaux, ces lieux-dits, ces cités  
Avec leurs châteaux forts, leurs églises, leurs plages  
Ils n'ont qu'un seul point faible et c'est être habités  
Et c'est être habités par des gens qui regardent  
Le reste avec mépris du haut de leurs remparts  
La race des chauvins, des porteurs de cocardes  
Les imbéciles heureux qui sont nés quelque part  
Les imbéciles heureux qui sont nés quelque part

Maudits soient ces enfants de leur mère patrie  
Empalés une fois pour toutes sur leur clocher  
Qui vous montrent leurs tours leurs musées leur mairie  
Vous font voir du pays natal jusqu'à toucher  
Qu'ils sortent de Paris ou de Rome ou de Sète  
Ou du diable vauvert ou de Zanzibar  
Ou même de Montcuq si s'en flattent mazette  
Les imbéciles heureux qui sont nés quelque part  
Les imbéciles heureux qui sont nés quelque part  
(...)

C'est pas un lieu commun celui de leur naissance  
Ils plaignent de tout cœur les maléfanceux  
Les petits maladroits qui n'eurent pas la présence  
La présence d'esprit de voir le jour chez eux  
Quand sonne le tocsin sur leur bonheur précaire  
Contre les étrangers tous plus ou moins barbares  
Ils sortent de leur trou pour mourir à la guerre  
Les imbéciles heureux qui sont nés quelque part  
Les imbéciles heureux qui sont nés quelque part

Georges Brassens

La ballade des gens qui sont nés quelque part

Prochain numéro : Armée, nf.  
Le sens moderne se substitue en 1365 à l'ancien français ost, l'ennemi...